

# Couloir Humanitaire

Lettre d'Information sur la Santé et les Actions sociales humanitaires

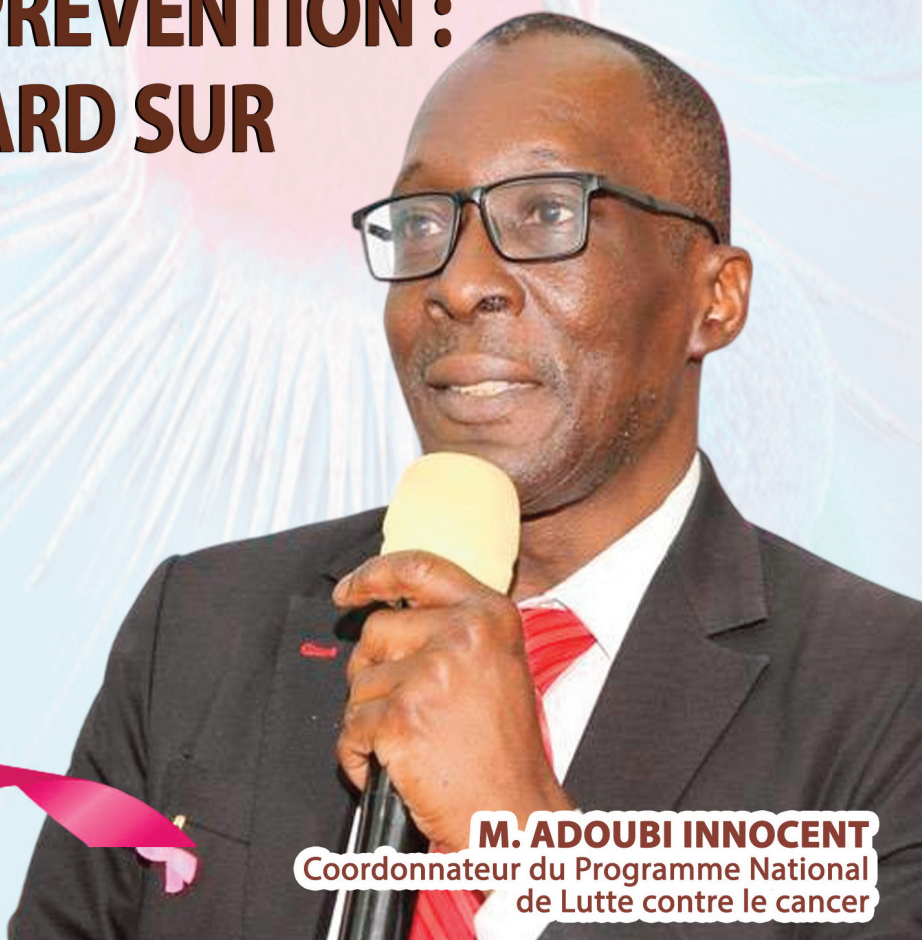


**15 JUIN- 15 JUILLET 202 N°65**



**LUTTE CONTRE LE CANCER EN CÔTE D'IVOIRE**

## DE LA PEUR À LA PRÉVENTION : CHANGER LE REGARD SUR LE CANCER



**M. ADOUBI INNOCENT**  
Coordonnateur du Programme National  
de Lutte contre le cancer

**RETRAITE EN CÔTE D'IVOIRE :**

**LA FARECI, LE PORTE- VOIX DES  
MEMOIRES VIVANTES QUE LA  
RÉPUBLIQUE SEMBLE OUBLIER**



**KONAN Kouassi Denis**  
Président de la FARECI

**LA CNPS BÂTIT L'AVENIR :**

**ENTRE INVESTISSEMENT  
IMMOBILIER, PROTECTION  
ET PROGRÈS SOCIAL**

**Dénis Charles KOUASSI**  
Directeur Général de la CNPS





# Sommaire



N° 65 JUIN AOUT 2025

## NOTE DE LA RÉDACTION

P.3



## LA UNE

### Lutte contre le cancer

De la peur à la prévention: changer le regard sur le cancer **P.4**



- Face au défi du cancer : Vers une prise en charge renforcée et un dépistage généralisé **P.5**



### Sécurité Sociale

La CNPS bâtit l'avenir: entre pierre, protection et progrès **P.6**

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### Lancement le Plan national de gestion des effets des pluies

Pluies meurtrières : l'État ivoirien en alerte maximale pour sauver des vies **P.7**



### Campagne contre la variole du singe

Riposte contre le Mpox : la Croix-Rouge ivoirienne en première ligne **P.7**

### 18e Journée mondiale de lutte contre le paludisme

Paludisme en Côte d'Ivoire : une victoire en marche contre un fléau endémique **P.8**



### PNLT: bilan des activités de l'année 2024

Dr Jacquemin Kouakou imprime une nouvelle dynamique à la lutte contre la tuberculose **P.8**

### Signature d'une charte d'éthique des médias audiovisuels

La HACA et l'UNICEF scellent un pacte pour la protection des droits des enfants **P.9**



### Activation du plan alerte enlèvement

La Côte d'Ivoire muscle sa riposte avec le Plan Alerte **P.9**

### Inauguration de la maison des femmes d'Adiaké Safe Home

Adiaké, bastion de résilience : la "Maison des Femmes" contre les violences de l'ombre **P.10**



### Campagne nationale de vaccination contre le cancer du col de l'utérus

Abobo donne le ton à une campagne historique **P.10**



## ENTRETIEN AVEC...

### Retraite en Côte d'Ivoire

La FARECI, Le Porte-voix des mémoires vivantes que la République semble oublier **P.11**



## LE VILLAGE DU DROIT

### Arrêt maladie

Quand la loi protège... mais sous conditions strictes **P.12**



## LES JOURNEES MONDIALES

Mémoires et combats d'hier à aujourd'hui **P.12**

## ZOOM SUR...

### Saison des pluies en Côte d'Ivoire

Un terrain fertile pour les maladies hydriques et infectieuses **P.13**



## SUR LES TRACES DES HUMANITAIRES

### RIP PLUS **P.14**

### ENDA SANTE **P.14**

### FENOS-CI **P.14**

### AFJCI **P.14**

### PLATEFORME **P.14**

### GMF3 **P.14**



## TABLEAU D'HONNEUR

### Santé communautaire

COLTMR : Une coalition au cœur de la lutte contre les maladies respiratoires en Côte d'Ivoire **P.15**

## CONSEIL DES MINISTRES

- Projet de loi modifiant la loi n° 2018-862 du 19 novembre 2018 relative à l'état civil **P.4**

- Economie Sociale et Solidaire **P.5**

- L'opération spéciale pour le retrait des enfants en situation de rue. **P.6**

## BON A SAVOIR

- La fistule obstétricale **P.7**

- Les violences faites aux femmes en Côte d'Ivoire **P.8**

- Retraite complémentaire **P.10**

- Compédium des compétences des seniors **P.11**

- Le volontariat en Côte d'Ivoire : un engagement aux multiples formes **P.12**

- Le Programme Nationale de Lutte contre le Paludisme (PNLP) **P.13**

- Diagnostic du cancer en Côte d'Ivoire **P.14**

Plan National Multisectoriel de Nutrition : un pari sur l'avenir ivoirien remporté à 187 milliards FCFA **P.15**

# Note de la Rédaction

Par DJIKALOU M. Leopold

**Couloir Humanitaire**  
Lettre d'information sur la Santé & les Œuvres Humanitaires et Sociales  
Suivez-nous sur notre page Facebook  
Couloir Humanitaire en vous abonnant à la page

< 3

## Cancer, retraite, partenariat : les urgences cachées d'une nation dépendante



Il y a des silences qui tuent. Et dans notre pays, le cancer est l'un de ces maux ignorés, relégués, presque maudits. Cette maladie tue plus que le paludisme, le sida et la tuberculose réunis, mais elle continue d'être traitée comme un sujet secondaire. Une question qui mérite d'être davantage intégrée dans les priorités nationales..

En 2022, 21 500 cas de cancer ont été recensés en Côte d'Ivoire pour 14 800 décès. Et pourtant, depuis 2019, plus aucun financement public substantiel ne soutient le programme national de lutte contre cette hécatombe. La dépendance à l'aide extérieure – notamment celle de l'USAID – est devenue la norme. Soulignant les limites actuelles de notre politique de santé publique et la nécessité pour nos dirigeants d'y accorder une priorité plus forte. Le départ de l'USAID devrait être perçu non pas comme un drame, mais comme une opportunité : celle de prouver que nous sommes capables de prendre en main notre destin sanitaire. À condition, bien sûr, d'en avoir la volonté politique.

Autre sujet d'indignation : le sort réservé à nos retraités. Ces femmes et ces hommes qui ont construit, enseigné, protégé, dirigé, sont aujourd'hui abandonnés dans les marges de la société. Ils sont "les oubliés de la République", pour reprendre les mots forts du président de la FARECI. Ils réclament non pas la charité, mais la reconnaissance. Ils demandent qu'on leur tende la main, qu'on

mette en œuvre des programmes innovants pour leur permettre de continuer à servir, de transmettre, de contribuer. Le Compendium des Compétences des Seniors existe : à quand son intégration systématique dans les politiques de recrutement, de formation et de gouvernance publique ? Pourquoi ne pas conditionner certains marchés publics à l'inclusion de ces "mémoires vivantes" dans des dispositifs de mentorat et de coaching pour jeunes ? La retraite ne doit plus être une punition sociale. Elle doit devenir une autre forme de service à la nation.

Enfin, le retrait de l'USAID, acteur clé de notre coopération sanitaire durant de nombreuses années, met en lumière certaines vulnérabilités de notre système. Ce départ, bien que préoccupant, offre aussi une opportunité précieuse : celle de renforcer nos mécanismes internes, de consolider nos acquis et de bâtir une réponse locale plus résiliente. Il est vrai que plusieurs initiatives communautaires, notamment dans le domaine de la santé, se trouvent aujourd'hui fragilisées. Mais cette situation peut et doit être un déclencheur : celui d'un engagement national renouvelé en faveur d'une politique de santé endogène, stable et durable.. Mais il peut et doit être un électrochoc. Car dépendre pendant des décennies d'un acteur étranger pour soigner nos enfants, nos femmes, nos communautés, c'est accepter collectivement l'échec d'un État protecteur. Il est temps de bâtir des solutions endogènes, de financer localement la santé, l'éducation, la solidarité.

En Côte d'Ivoire, il n'y a pas de fatalité. Il y a des choix. Et ce sont ceux de l'abandon ou de l'engagement. Ceux de l'oubli ou de la mémoire. Ceux de la dépendance ou de la souveraineté.

À toutes les équipes humanitaires, aux médecins, aux retraités militants, aux citoyens engagés qui soutiennent notre rédaction dans ce combat pour la dignité humaine : merci. Ensemble, continuons à faire entendre la voix de ceux qu'on n'écoute plus.

**Bonne lecture à toutes et à tous.**



### Une publication de l'Agence ODD

L'Agence ODD, une initiative de **FDM CAPITAL MANÈFEMENT** est une structure de veille informationnelle. Elle vise à une observation des ODD (Objectifs de Développement Durable) dans le but de mettre en lumière les acteurs du Développement Durables.

#### Directeur de Publication

Dasso Denis

#### Comité de rédaction

Dasso Denis

Tia Gonsse

Christian Konan

**Infoline**

27 22 28 76 01

01 53 69 26 17

**DEPOT LEGAL :**

**Supplément Tribune du CACAO**

Numéro : 7106 du 03 janvier 2003

### A PROPOS DE COULOIR HUMANTAIRE

**COULOIR HUMANTAIRE** est un programme d'information et de veille informationnelle qui consiste à collecter pour nos partenaires les informations pertinentes utiles pour leurs activités. Cette activité vise à une observation active de l'implémentation des ODD (Objectifs pour le Développement Durable) dans le secteur spécifique de la santé et de l'action sociale et humanitaire en Côte d'Ivoire.

**COULOIR HUMANTAIRE** fait aussi la promotion et la vulgarisation des actions entreprises dans le domaine de la santé et de l'action sociale et humanitaire, en mettant en lumière les acteurs clés de cet écosystème. Ce programme bénéficie également aux populations afin de tirer meilleurs profit des opportunités offerts par ce programme tout en relevant le niveau de compréhension des enjeux.

Pour ce faire, **COULOIR HUMANTAIRE** fait régulièrement des reportages, des interviews, des analyses et consacre des dossiers sur la politique sociale de la Côte d'Ivoire.

### NOS PUBLICATIONS



## A l'Affiche

Les Institutions suivantes ont été citées dans ce numéro en raison de leurs activités menées au cours de la période.



Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale





## Conseils des Ministres

Au titre du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

### LES MODALITÉS DE LA RECTIFICATION DES ERREURS ET OMISSIONS AFFECTANT LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Le Conseil a adopté un projet de loi modifiant la loi n° 2018-862 du 19 novembre 2018 relative à l'état civil. Ce projet de loi apporte des correctifs au système d'enregistrement et de gestion des faits d'état civil, en vue d'améliorer l'applicabilité et l'efficacité de la loi. Ces modifications portent précisément sur les modalités de la rectification des erreurs et omissions affectant les actes de l'état civil, l'harmonisation de la procédure de reconstitution des volumes de registre en cas de destruction, de détérioration ou de perte, ainsi que le réajustement de la procédure de régularisation des volumes de registre d'état civil irrégulièrement ouverts et des actes d'état civil irrégulièrement dressés. Il prévoit, en outre, un dépositaire central chargé de recueillir et de conserver électroniquement les enregistrements dématérialisés de tous les actes de l'état civil de l'ensemble des registres de l'état civil du territoire national, de façon à assurer la célérité des activités de gestion des actes de l'état civil et notamment la délivrance systématique de copies électroniques des actes de l'état civil.

## Lutte contre le cancer

# De la peur à la prévention : changer le regard sur le cancer

Real: Christian KONAN  
Coll: Angèle K.

Face à une explosion silencieuse des cas de cancer en Côte d'Ivoire, le Professeur Innocent Adoubi, directeur du Programme National de Lutte contre le Cancer, tire la sonnette d'alarme. Dans un entretien sans détour, il dénonce l'inaction, les retards de diagnostic, et l'insuffisance des moyens. Il appelle à une mobilisation urgente pour freiner une maladie qui tue désormais plus que le sida et le paludisme réunis



Pr Innocent Adoubi, directeur du PNLCA

Entretien avec le Professeur Innocent ADOUBI, Directeur du Programme National de Lutte contre le Cancer (PNLCA)

### Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Bonjour. Je suis le professeur Innocent ADOUBI, Directeur du Programme National de Lutte contre le Cancer (PNLCA) depuis 2007. Je suis également chef du service de cancérologie au CHU de Treichville et responsable de l'encadrement des cancérologues en Côte d'Ivoire depuis 2016.

Journaliste : Parlez-nous un peu de votre parcours.

Pr. ADOUBI : Après mon doctorat en médecine, j'ai embrassé la carrière universitaire en tant qu'assistant, avec une spécialisation en cancérologie. J'ai obtenu mon diplôme de cancérologie en 2003. J'exerce en tant que chimiothérapeute, et je me suis d'abord intéressé aux cancers gynécologiques, notamment le cancer du sein et du col de l'utérus. Aujourd'hui, je m'occupe aussi des cancers digestifs, comme celui du côlon.

### Quelle est l'importance du cancer comme problème de santé publique en Côte d'Ivoire ?

Le cancer est aujourd'hui la maladie qui tue le plus, devant le sida, le paludisme et la tuberculose réunis. En 1993, nous n'étions que trois cancérologues en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, nous sommes une trentaine. Nous avons vu émerger des initiatives comme Octobre Rose ou Novembre Bleu, et des infrastructures comme le centre national de radiothérapie Alasane Ouattara. Bientôt, un Institut international verra le jour à Grand-Bassam grâce à un partenariat avec

la Corée du Sud.

### Pouvez-vous expliquer le rôle du PNLCA ?

Le PNLCA est une structure technique du ministère de la Santé. Nous définissons les orientations stratégiques en nous basant sur les registres du cancer. Ces registres collectent les nouveaux cas chaque année. À partir de ces données, nous priorisons les types de cancers à adresser. Notre vision est claire : le cancer ne doit plus être une maladie mortelle, mais contrôlable comme le diabète ou l'hypertension.

### Journaliste : Et quelles sont les stratégies mises en place ?

Nous avons développé des stratégies de prévention, de sensibilisation et de formation des professionnels de santé, des leaders communautaires et religieux. Nous avons aussi œuvré à faciliter l'accès aux traitements, avec par exemple des médicaments rendus gratuits grâce à un partenariat avec les laboratoires Roche. C'est une des grandes réussites du programme.

### Quels sont les défis actuels du PNLCA ?

Depuis 2019, le programme ne bénéficie plus de financements publics substantiels. Nous dépendons donc de partenaires locaux et internationaux. Ce manque de moyens freine nos actions. Il nous faut donc être inventifs pour continuer à mener notre mission. Nous avons par exemple proposé de créer dix pôles régionaux d'excellence pour améliorer l'accès aux soins.



## Que pouvez-vous nous dire sur la perception du cancer par la population ivoirienne ?

Pr. ADOUBI : Malheureusement, le cancer est encore vu comme une fatalité. Il n'a pas de traduction précise dans nos langues locales, ce qui entraîne des confusions. Certains assimilent la maladie à un sort ou une infection. Pourtant, plus on diagnostique tôt, plus les chances de guérison sont grandes. Mais 60 % des cas en Côte d'Ivoire sont encore diagnostiqués à un stade avancé.

## Quels sont les cancers les plus fréquents en Côte d'Ivoire ?

Chez la femme, le cancer du sein et du col de l'utérus sont les plus fréquents. Chez l'homme, ce sont ceux de la prostate, du foie et du côlon. Chez l'enfant, on retrouve principalement des lymphomes, des cancers du rein (néphroblastomes) et de l'œil (rétinoblastomes). Bonne nouvelle : les cancers de l'enfant se soignent généralement mieux.

## Avez-vous des chiffres récents sur le cancer en Côte d'Ivoire ?

Selon les données, nous avons enregistré environ 21

500 nouveaux cas pour 14 800 décès. Les projections pour 2040 tablent sur un doublement de ces chiffres si rien n'est fait. Il y a donc urgence à renforcer nos actions.

## Quels sont les objectifs du PNLCA à court et moyen termes ?

À court terme, nous visons l'élimination du cancer du col de l'utérus, grâce au dépistage et à la vaccination des jeunes filles de 9 à 14 ans. À moyen terme, nous préparons notre nouveau plan stratégique 2025-2030, avec comme priorité la réduction de la mortalité. Nous insistons aussi sur l'importance de former le personnel médical pour améliorer le dépistage précoce.

## Un dernier message pour conclure ?

Le cancer n'est pas une malédiction. Il peut toucher tout le monde, quel que soit le statut social ou l'âge. Sa prévention et sa prise en charge doivent être une priorité nationale. Il faut que l'État, les ONG, les professionnels de santé et les citoyens s'engagent ensemble. Si les moyens sont là, nous pouvons faire reculer la mortalité et sauver des vies.

# Face au défi du cancer : Vers une prise en charge renforcée et un dépistage généralisé



Dans un contexte où les chiffres du cancer en Côte d'Ivoire continuent de grimper, les autorités sanitaires, les centres spécialisés et la société civile se mobilisent pour faire face à ce fléau. Des nouveaux cas en progression, un diagnostic souvent tardif et des campagnes de prévention encore limitées sur le territoire appellent une stratégie renouvelée qui conjugue prévention, dépistage organisé et amélioration des infrastructures.

Les statistiques récentes montrent une augmentation préoccupante du nombre de cas de cancer dans le pays. Alors qu'en 2012, les nouveaux cas se situaient autour de 12 000, ce chiffre aurait dépassé les 21 000 en 2022. Si la lutte contre ce mal progresse, la mortalité reste élevée, notamment en raison de diagnostics effectués à des stades avancés. Chez les femmes, le cancer du sein et le cancer du col de l'utérus dominent le panorama avec respectivement 19 % et 11,9 % des cas, alors que chez les hommes, la prostate et le foie figurent parmi les tumeurs les plus courantes.

Le dépistage du cancer demeure largement opportuniste en Côte d'Ivoire. Des initiatives locales, comme les campagnes d'Octobre Rose, tentent de sensibiliser et de dépister les populations, mais l'absence de programmes organisés à l'échelle nationale pénalise une détection précoce. Actuellement, seuls quelques centres spécialisés, à l'instar du Centre de Détection Précoce de l'Institut National de Santé Publique (INSP) à Abidjan, offrent des ser-

vices de mammographie, de biopsies et d'autres examens essentiels. À Bouaké, l'unité d'oncologie inaugurée récemment vient renforcer l'offre régionale, notamment grâce à un laboratoire moléculaire et à des équipements modernes.

Face à l'augmentation du fardeau de la maladie, la Côte d'Ivoire ne cesse d'améliorer son arsenal médical. L'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA) a, par exemple, intégré l'imagerie moléculaire dans ses outils diagnostiques, offrant de nouvelles perspectives pour les cancers de la thyroïde et de la prostate. Par ailleurs, le Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie (CNRAO) propose aujourd'hui une prise en charge complète : consultations spécialisées, chimiothérapie, radiothérapie, suivi nutritionnel et soutien psychosocial. Ces avancées technologiques et organisationnelles apparaissent comme des jalons indispensables pour réduire les taux de mortalité. Si des progrès notables ont été réalisés, plusieurs défis subsistent. Le diagnostic tardif persiste dans près de 75 % des cas, laissant présager que la généralisation du dépistage organisé soit indispensable pour renverser la courbe de la mortalité.

La situation actuelle du cancer en Côte d'Ivoire est à la croisée des chemins. D'un côté, des infrastructures et des programmes de prévention se développent ; de l'autre, un diagnostic tardif et une couverture territoriale encore insuffisante freinent l'efficacité de la lutte contre la maladie. Les experts insistent sur l'importance d'un engagement fort des institutions étatiques, des professionnels de santé et de la société civile pour instaurer un véritable programme de dépistage organisé, régionalisé et financé dans le cadre de la CMU.

Dans un pays qui se transforme et se modernise, la lutte contre le cancer est devenue une priorité incontournable. Reste à espérer que les avancées technologiques, associées à une stratégie de prévention renforcée, permettront bientôt de voir un taux de mortalité en baisse et une meilleure qualité de vie pour les Ivoiriens touchés par ce terrible fléau.

## Conseils des Ministres

**Au titre du Ministère de la Co-hésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté**

### ECONOMIE SOLIDAIRE

Le Conseil a adopté un projet de loi relatif à l'Economie Sociale et Solidaire. Ce projet de loi fixe le cadre général de la politique de développement de l'Economie Sociale et Solidaire dans notre pays. Il prévoit les principes généraux d'encadrement des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, incluant notamment les sociétés coopératives, les fondations, les associations entrepreneuriales et responsables, ainsi que les entreprises sociales, qui œuvrent à la satisfaction de divers besoins sociaux, en complément des politiques sociales et environnementales du Gouvernement. Il définit, en outre, le rôle des acteurs étatiques et prévoit des mesures incitatives au bénéfice des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, afin de promouvoir et de pérenniser leur action.



**Un panel de supports médias pour une communication de proximité réussie**



**un Réseau de plus de**

**100 Radios**

**Pour réussir vos campagnes de sensibilisation partout en Côte d'Ivoire**

**Infoline: 27 22 43 57 69  
07 59 24 59 60**

## Conseils des Ministres

**Au titre du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, en liaison avec le Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement et le Ministère des Finances et du Budget ;**

### OPÉRATION SPÉCIALE POUR LE RETRAIT DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE.

Le Conseil a adopté une communication relative à l'opération spéciale pour le retrait des enfants en situation de rue.

Cette opération vise à éradiquer durablement le phénomène des enfants en situation de rue sur l'ensemble du territoire national. Elle offre une réponse globale structurée en deux (02) phases intégrant le retrait, la prise en charge, la réinsertion sociale et économique, ainsi que la prévention des causes profondes, en vue d'améliorer les conditions de vie de ces enfants vulnérables, et de renforcer la stabilité sociale.

La première phase, prévue à court terme, se déroulera à Abidjan, sur la période de décembre 2024 à février 2025. La 2e phase, prévue à moyen terme, aura lieu à l'intérieur du pays, dans toutes les villes touchées par le phénomène des enfants en situation de rue.

Le coût global de cette opération est évalué à 2,3 milliards de francs CFA.

## Sécurité sociale

DASSO DENIS

# La CNPS bâtit l'avenir: entre investissement immobilier, protection et progrès social



**Denis Charles KOUASSI**  
Directeur Général de la CNPS

L'horizon d'Abidjan s'apprête à changer de visage. Entre investissements immobiliers ambitieux et réformes sociales d'envergure, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) confirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans le développement économique et social de la Côte d'Ivoire. À travers un partenariat stratégique avec le groupe immobilier français Duval et l'annonce de nouveaux dispositifs de protection sociale, l'institution publique étend ses missions bien au-delà de la gestion des retraites. En marge de l'Africa CEO Forum au Sofitel Hôtel Ivoire, la CNPS a scellé une convention avec le Groupe Duval pour la construction de deux centres commerciaux ultramodernes à Abidjan. Baptisés « Village Notre Père » (au Plateau) et « Riviera Park » (à Cocody), ces projets représentent un investissement total de 100 milliards de FCFA. Le but ? Offrir des pôles économiques structurants, créateurs d'emplois et vecteurs d'attrac-

tivité urbaine. En s'associant à cette opération, la CNPS confirme une stratégie de diversification de ses investissements. Plus qu'un simple financier, l'organisme se positionne comme acteur du développement urbain et du renforcement du tissu économique ivoirien. Mais les ambitions de la CNPS ne s'arrêtent pas au béton. Lors d'une intervention à la tribune « Tout savoir sur », organisée par le CICG, le Directeur Général Adjoint, Idriss Traoré, a dévoilé deux projets sociaux structurants. Dont un projet Retraite-logement, pour permettre aux affiliés de disposer d'un logement décent à la retraite et une Assurance chômage, encore à l'étude, destinée à accompagner financièrement les travailleurs en perte d'emploi. Ces initiatives s'inscrivent dans une volonté de moderniser la couverture sociale et de l'adapter aux mutations du marché du travail. Elles viennent compléter un dispositif déjà conséquent, couvrant aujourd'hui plus de 2 millions de travailleurs, dont 1,2 million salariés du privé et près d'un million d'indépendants. Avec 23 agences sur le territoire national, 49 000 entreprises déclarées, et des prestations couvrant maternité, allocations familiales, retraite et risques professionnels, la CNPS affiche des résultats qui traduisent une gestion robuste. Idriss Traoré se félicite notamment de la gouvernance tripartite de l'institution – État, employeurs, travailleurs – qui assure, selon lui, une gestion « inclusive et équilibrée ». Cette dynamique d'ouverture est cruciale dans un contexte où le travail informel reste majoritaire. En étendant ses services aux indépendants et en diversifiant ses prestations, la CNPS se positionne comme une institution pivot, au carrefour des enjeux sociaux et économiques de la Côte d'Ivoire. Entre infrastructures commerciales de pointe et avancées sociales majeures, la CNPS façonne un double visage : celui d'un investisseur stratégique et d'un garant du filet social. En investissant à la fois dans la pierre et dans la solidarité, elle incarne une vision moderne de la protection sociale, résolument tournée vers le développement durable et inclusif du pays.

## Une stratégie d'investissement audacieuse au service du développement



La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) de Côte d'Ivoire ne se contente plus de gérer les cotisations sociales. Elle s'impose désormais comme un acteur économique de premier plan, en diversifiant ses investissements dans des secteurs clés, alliant performance financière et impact social. Depuis 2017, la CNPS a multiplié les opérations dans le secteur bancaire et l'investissement privé. Elle détient des parts dans le groupe énergétique Eranove, et est présente au capital des filiales ivoiriennes de Société Générale, Attijariwafa Bank, ainsi que dans Ecobank Côte d'Ivoire, où elle siège au conseil d'administration. Elle a également investi dans des fonds d'investissement influents comme Amethis, Yelen, et AfricInvest, et possède des parts

dans le Seen Hotel Abidjan. À Angré, dans la commune de Cocody, la CNPS développe un ambitieux programme résidentiel : 32 immeubles de cinq étages, soit 384 appartements. Ce projet vise à répondre à la forte demande de logements tout en garantissant un rendement durable sur les fonds investis. Lors de l'Africa CEO Forum, la CNPS a officialisé deux projets d'envergure avec le Groupe Duval. Le Village Notre Père. Le premier projet situé au Plateau, ce projet patrimonial réhabilite la première église d'Abidjan (1905) pour en faire un écosystème urbain intégrant bureaux, commerces, coworking, hôtel urbain (Odalys City) et espaces verts. Le tout dans une logique de durabilité avec une certification EDGE. Le second projet, Riviera Park : ce futur centre commercial de référence en Afrique de l'Ouest s'étendra sur 26 000 m<sup>2</sup> de surface bâtie, sur un terrain de 40 000 m<sup>2</sup> à la Riviera. Il accueillera boutiques, restaurants, cinéma et espaces de loisirs familiaux, avec une ouverture prévue fin 2026. À travers cette politique de diversification, la CNPS entend sécuriser les cotisations sociales tout en jouant un rôle moteur dans l'économie nationale. Une dynamique qui allie rentabilité, innovation et engagement social pour construire une prévoyance moderne, durable et inclusive.



## Lancement le Plan national de gestion des effets des pluies

# Pluies meurtrières : l'État ivoirien en alerte maximale pour sauver des vies

TIA GONSSE



Chaque année, la grande saison des pluies en Côte d'Ivoire s'accompagne de son lot de drames : quartiers engloutis, habitations détruites, routes impraticables, et, plus tragique encore, des pertes en vies humaines. Mais cette fois-ci, le gouvernement veut rompre avec le cycle de l'improvisation. À travers une série de mesures concrètes et une communication plus offensive, les autorités annoncent une riposte anticipée et coordonnée pour réduire au maximum les dégâts. le Premier ministre, Robert Beugré Mambé, a officiellement lancé le Plan national de gestion des effets des pluies. Une opération qui marque le passage à une phase active de la stratégie gouvernementale de prévention des catastrophes naturelles. Ce plan, conçu pour répondre aux urgences liées aux inondations et aux glissements de terrain, mobilise les forces de sécurité, les services de secours, les autorités locales, mais aussi les citoyens eux-mêmes. L'objectif est clair : zéro victime. Conscient de la vulnérabilité de certains quartiers d'Abidjan et de l'intérieur du pays – notamment ceux

construits dans des zones inondables ou en bordure de ravins – le gouvernement renforce les campagnes de déguerpissement engagées depuis plusieurs années. Si ces mesures sont souvent impopulaires, elles ont néanmoins permis de réduire significativement le nombre de morts lors des dernières saisons pluvieuses. La stratégie repose également sur un meilleur maillage du territoire en centres de coordination d'urgence, un système d'alerte précoce plus efficace, et des campagnes de sensibilisation massives. Au-delà de la réaction, l'enjeu est désormais celui de la prévention durable. Le changement climatique accentue l'imprévisibilité des précipitations, et les infrastructures urbaines peinent à suivre la croissance rapide des villes. Le plan gouvernemental s'inscrit donc dans une approche plus large de résilience urbaine, qui appelle à une refonte de l'aménagement du territoire, au renforcement des politiques de logement, et à une meilleure gouvernance locale. Les experts alertent : sans une action à long terme sur les causes structurelles de la vulnérabilité (urbanisation anarchique, défauts de drainage, faiblesse de l'encadrement foncier), les plans d'urgence resteront des solutions temporaires. Le gouvernement appelle également à la responsabilité citoyenne. Si l'État met en place les moyens, il revient aux populations de respecter les consignes, de ne pas réoccuper les zones interdites, et d'adopter des comportements adaptés en période de pluies. Ce plan national de gestion des pluies s'inscrit ainsi dans une logique de co-construction de la sécurité : l'État, les collectivités locales, la société civile et les citoyens, unis pour éviter le pire.

## Campagne contre la variole du singe

Christian KONAN

# Riposte contre le Mpox : la Croix-Rouge ivoirienne en première ligne avec le projet DREF



**Dr DA Léonce, Président de la Croix Rouge Côte d'Ivoire**

Alors que la Côte d'Ivoire fait face depuis mi-2024 à une résurgence du virus Mpox, la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, avec le soutien du Disaster Response Emergency Fund (DREF) le Fonds d'Urgence de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge, a lancé une vaste campagne de réponse communautaire. Une mobilisation exemplaire qui place les volontaires au cœur de l'action.

Les premiers cas de Mpox ont été détectés en juillet 2024 dans plusieurs communes du pays, dont Yopougon et Koumassi à Abidjan, ainsi qu'à Tabou, dans le Sud-Ouest. Ce virus zoonotique, anciennement appelé variole du singe, se transmet par contact étroit avec une personne infectée ou des objets contaminés.

Malgré son apparition sporadique en Afrique de l'Ouest ces dernières années, le virus n'avait jamais autant in-

quiété les autorités ivoiriennes. Devant le risque d'une propagation rapide, une réponse d'urgence a été mise en place avec le soutien du DREF, qui permet une mobilisation rapide de ressources pour les sociétés nationales de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge de Côte d'Ivoire a déployé des dizaines de volontaires formés dans les quartiers prioritaires. Objectif : informer les populations sur les symptômes, les modes de transmission, et les bons réflexes à adopter.

Dans les marchés, les écoles, les gares routières ou les espaces communautaires, les équipes sensibilisent avec des outils visuels, des messages audio en langues locales, et surtout avec beaucoup d'écoute.

En parallèle, la Croix-Rouge a renforcé la surveillance épidémiologique avec les autorités sanitaires. Les cas suspects sont testés par PCR à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire. Une vaccination ciblée a été lancée pour protéger les populations les plus exposées, notamment les agents de santé, les proches de cas confirmés et certains volontaires.

La coordination entre les structures locales, le ministère de la Santé, l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP) et la Croix-Rouge a permis de réagir vite et de contenir les premières chaînes de transmission.

À ce jour, plusieurs cas ont été détectés, isolés et pris en charge. Des milliers de personnes ont été sensibilisées et de nombreuses autres vaccinées. Le projet DREF/Mpox prouve qu'une réponse sanitaire ancrée dans les communautés peut non seulement sauver des vies, mais aussi renforcer la résilience sociale.

## BON A SAVOIR

### LA FISTULE OBSTÉTRICALE

La fistule obstétricale est une lésion grave survenant généralement après un accouchement prolongé et difficile sans assistance médicale adéquate. Elle se manifeste par une communication anormale entre le vagin et la vessie ou le rectum, entraînant des fuites chroniques d'urine ou de selles. Prévalence estimée : Environ 1 % des femmes en âge de procréer sont touchées, soit environ 74 000 femmes. Nouveaux cas : On enregistre environ 250 nouveaux cas chaque année. Prise en charge médicale : Depuis 2012, plus de 4 500 femmes ont bénéficié d'interventions chirurgicales gratuites grâce à un partenariat entre le ministère de la Santé, l'UNFPA et la KOICA. Centres de traitement : Le pays dispose de 11 centres spécialisés répartis sur l'ensemble du territoire, notamment à Abidjan (CHU de Treichville et de Cocody), Bouaké, Man, Korhogo, Bondoukou, Séguéla, Gagnoa, San Pedro, Bouna et Bodo. La Côte d'Ivoire s'est engagée à éliminer la fistule obstétricale d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, une mobilisation de 75 milliards de FCFA est nécessaire pour assurer la prise en charge complète des patientes.

**Pour joindre la Rédaction, prière appelez au :**  
27 22 28 76 01  
01 53 69 26 17

## BON A SAVOIR

### LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE

Les violences faites aux femmes en Côte d'Ivoire demeurent un problème préoccupant, malgré les efforts déployés pour les combattre. En 2023, 8 782 cas de violences basées sur le genre (VBG) ont été signalés, comprenant 1 067 cas de viols et 6 717 cas de violences domestiques. Parmi ces cas, 3 283 concernaient des enfants de moins de 18 ans. Selon le Programme national de lutte contre les violences basées sur le genre, une femme sur trois a été victime de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie. Les mutilations génitales féminines ont diminué, passant de 36,7 % en 2016 à 21 % en 2022, selon un rapport d'ONU Femmes. Malgré des avancées législatives, telles que l'interdiction de l'excision depuis 1998, certaines pratiques néfastes persistent. Le viol conjugal reste un sujet tabou et est rarement reconnu comme un crime, en raison de normes culturelles et sociales. De plus, des cas de violences perpétrées par des agents de l'État ont été rapportés. Le gouvernement ivoirien a mis en place plusieurs initiatives pour lutter contre les VBG, notamment : La création de centres d'accueil pour les victimes, tels que « La Maison des Femmes d'Adiaké ». Le renforcement du cadre juridique et la promotion de la « tolérance zéro » envers les auteurs de violences. La mise en place de campagnes de sensibilisation, comme les « 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles ».

## 18e Journée mondiale de lutte contre le paludisme Paludisme en Côte d'Ivoire : une victoire en marche contre un fléau endémique

DASSO DENIS



Longtemps classé parmi les principaux foyers du paludisme en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire semble amorcer un tournant décisif dans sa lutte contre cette maladie qui tue encore des milliers d'enfants et d'adultes sur le continent. À l'occasion de la 18e Journée mondiale de lutte contre le paludisme, les autorités sanitaires ivoiriennes ont dressé un bilan encourageant : plus de 60 % de réduction des décès liés au paludisme depuis 2017, et un taux de mortalité désormais ramené à 3 décès pour 100 000 habitants.

Deux indicateurs clés qui traduisent un net progrès, salué par le ministre de la Santé, Pierre Dimba, et par le directeur du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), Dr Tanoh Mea Antoine. En chiffres absolus, les décès sont passés de 3 222 en 2017 à moins de 1 400 en 2025. Cette baisse significative est le fruit d'une politique de santé publique ciblée, cohérente et soutenue dans le temps. Selon Dr Tanoh Mea Antoine, la Côte d'Ivoire a réussi à atteindre un taux de couverture de 96 % des ménages dans 101 districts sanitaires en moustiquaires impré-

gnées d'insecticide. L'intensification de ces campagnes de prévention a été accompagnée de la gratuité du traitement, d'un renforcement de la détection rapide des cas, ainsi que d'une communication accrue auprès des populations à risque. L'un des tournants majeurs dans cette lutte réside dans la volonté politique constante du gouvernement à maintenir le paludisme comme priorité nationale de santé publique. « Nous pouvons nous réjouir des progrès significatifs réalisés en une décennie », a déclaré le ministre Pierre Dimba lors de la cérémonie officielle organisée à Montézo, près d'Alépé. Le choix de cette localité n'est pas anodin : les zones rurales restent parmi les plus vulnérables face au paludisme, en raison de leur proximité avec des zones de prolifération des moustiques et de leur accès parfois limité aux soins. Si la Côte d'Ivoire n'est pas encore en phase d'élimination complète de la maladie, les résultats obtenus montrent que le pays s'est engagé sur une trajectoire solide. Le défi désormais est de consolider les acquis, de cibler les zones où la transmission reste élevée et de renforcer la surveillance épidémiologique, en particulier dans un contexte de changement climatique qui pourrait étendre les zones de risque. En parallèle, le pays doit continuer à investir dans l'innovation : recherche vaccinale, renforcement du système de santé primaire, et nouvelles technologies de détection. La baisse de la mortalité liée au paludisme est aussi le reflet d'un engagement collectif : celui des professionnels de santé, des agents communautaires, des partenaires techniques et financiers, et des populations elles-mêmes. C'est cette cohésion d'action, entre prévention et traitement, entre l'État et les citoyens, qui permet aujourd'hui à la Côte d'Ivoire de passer d'un état d'urgence sanitaire à une dynamique de victoire progressive sur la maladie.

### PNLT: bilan des activités de l'année 2024, la remise officielle de véhicule

## Dr Jacquemin Kouakou imprime une nouvelle dynamique à la lutte contre la tuberculose



**Dr Jacquemin Kouakou, Directeur Coordonnateur du Programme National de Lutte contre la Tuberculose**

Le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) a franchi deux étapes majeures en mai 2025 : un atelier national de bilan des activités de l'année 2024 à Yamoussoukro, suivi de la remise officielle de véhicules à huit centres antituberculeux. Deux actions complémentaires qui traduisent la volonté du PNLT de consolider les acquis et d'optimiser les interventions sur le terrain. Du 5 au 9 mai 2025, l'hôtel Millionnaire de Yamoussoukro a accueilli l'atelier bilan annuel du Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT). Cet événement stratégique a mobilisé un large éventail d'acteurs du système de santé ivoirien, notamment des représentants de la Direction Générale de la Santé, du PNLT, des Directions

Régionales, des Centres Antituberculeux (CAT), ainsi que des partenaires techniques et financiers.

L'objectif principal de cette rencontre : évaluer la mise en œuvre des activités antituberculeuses menées en 2024, identifier les bonnes pratiques, cerner les défis persistants et formuler des recommandations concrètes pour renforcer les performances du programme. Les échanges ont permis de dresser un état des lieux exhaustif, mettant en lumière aussi bien les progrès enregistrés que les axes d'amélioration.

Dans la continuité de cet effort de renforcement, le PNLT a organisé le 30 mai 2025 une cérémonie officielle de remise de véhicules au profit de huit centres antituberculeux situés à Bouna, Duékoué, Toubia, Man, Mankono, Daoukro, Bongouanou et Sassandra.

Présidée par le Directeur Coordonnateur du programme, le Dr Kouakou Kouakou Jacquemin, cette remise de matériel roulant s'inscrit dans une dynamique de renforcement du système de santé. Ces huit véhicules, acquis grâce au soutien du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, visent à faciliter les activités de supervision, améliorer la prise en charge des patients et assurer une meilleure distribution des médicaments antituberculeux. Ces deux événements traduisent l'engagement constant des autorités sanitaires ivoiriennes et de leurs partenaires à éradiquer la tuberculose, en s'appuyant sur une approche alliant évaluation rigoureuse, logistique renforcée et mobilisation multisectorielle.



## Signature d'une charte d'éthique des médias audiovisuels La HACA et l'UNICEF scellent un pacte pour la protection des droits des enfants

DASSO DENIS



Dans un monde où les écrans sont omniprésents et les contenus parfois incontrôlables, garantir un environnement médiatique sûr pour les enfants devient un impératif. C'est dans cette optique que la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) et l'UNICEF ont franchi une étape décisive en signant une charte d'éthique des médias audiovisuels, au siège de la HACA à Abidjan-Angré.

L'objectif de cette charte : protéger les droits fondamentaux des enfants dans les productions diffusées sur les ondes ivoiriennes, tout en responsabilisant les acteurs des médias face aux impacts potentiels de leurs contenus. Prenant la parole lors de la cérémonie de signature, René Bourgoïn, président de la HACA, a rappelé la responsabilité cruciale des régulateurs face à l'évolution rapide des médias. « Il est de notre devoir de veiller à ce que les contenus accessibles aux enfants soient sûrs, appropriés et adaptés à leur âge », a-t-il insisté. Ce partenariat avec l'UNICEF s'inscrit dans une dynamique globale de renforcement des normes éthiques dans les médias, à un moment où la consumma-

tion de contenus par les enfants atteint des sommets inédits, notamment via les plateformes numériques. La charte signée prévoit un cadre de bonnes pratiques pour les professionnels de l'audiovisuel : respect de la dignité des enfants, interdiction d'images traumatisantes ou discriminatoires, encadrement des témoignages de mineurs, et valorisation des messages éducatifs et inclusifs. Elle vise également à sensibiliser les rédactions sur la manière d'aborder les sujets liés à l'enfance, en évitant le sensationnalisme ou l'exploitation émotionnelle.

« Il ne s'agit pas de restreindre la liberté éditoriale, mais de l'orienter vers une plus grande responsabilité sociale, en accord avec les droits de l'enfant », a précisé un représentant de l'UNICEF Côte d'Ivoire. Au-delà de la protection, ce partenariat ouvre la voie à une représentation plus équilibrée des enfants dans les médias. Trop souvent absents ou stigmatisés dans l'espace public, les enfants doivent désormais être considérés comme des sujets à part entière, dotés de droits à l'information, à l'expression, mais aussi à la protection. Cette initiative rejoint les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire en matière de promotion des droits de l'enfant, notamment ceux de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, dont le pays est signataire. Avec cette charte éthique, la HACA et l'UNICEF donnent un signal fort : les enfants ne peuvent être les oubliés des politiques médiatiques. En les plaçant au cœur des préoccupations des diffuseurs, le pays fait un pas de plus vers une communication audiovisuelle responsable, inclusive et protectrice.

## Activation du plan alerte enlèvement La Côte d'Ivoire muscle sa riposte



Officiellement activé le mercredi 16 avril 2025 par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, ce système marque un tournant sécuritaire majeur, dans un contexte où les enlèvements de mineurs suscitent une vive inquiétude au sein de la population. La multiplication de faits divers impliquant des disparitions inquiétantes d'enfants a créé une véritable onde de choc dans le pays ces dernières années. Pour y répondre, le gouvernement ivoirien mise désormais sur la vitesse, la coordination et l'implication citoyenne. Le principe du Plan Alerte Enlèvement est simple mais redoutablement efficace : dès qu'un cas d'enlèvement est avéré, et que certaines conditions sont réunies (victime mineure, danger immédiat, éléments d'identification du suspect), une alerte nationale est déclenchée dans un délai très court. Elle est alors diffusée simultanément via plusieurs canaux : médias traditionnels, réseaux sociaux, panneaux lumineux autoroutiers, SMS de masse, et bientôt, applications mobiles.

Ce système repose sur une conviction forte : mobiliser l'ensemble de la société pour retrouver l'enfant au plus vite. Le citoyen n'est plus un simple spectateur mais devient acteur du sauvetage. Toute information utile peut être transmise aux autorités via une ligne directe ou une plateforme dédiée, et

les premières heures suivant l'enlèvement sont cruciales pour éviter le pire. C'est une nouvelle forme de solidarité numérique, où chaque téléphone, chaque écran, chaque regard peut potentiellement sauver une vie. La puissance de ce réseau civique est démultipliée par les outils technologiques mis à disposition par les opérateurs de téléphonie et les médias partenaires. Le succès du Plan Alerte Enlèvement dépendra en grande partie de la réactivité des services de sécurité, de la rigueur des protocoles d'activation, mais aussi de la confiance de la population. Trop d'alertes injustifiées pourraient conduire à une banalisation du dispositif, tandis qu'un usage trop restrictif limiterait son efficacité. L'État doit donc jouer la carte de la transparence et de l'éducation citoyenne. Une campagne de sensibilisation est attendue dans les semaines à venir pour expliquer le fonctionnement du plan, rappeler les réflexes à adopter, et encourager chacun à devenir un vigile de proximité. Le lancement du Plan Alerte Enlèvement est un progrès indéniable dans la sécurisation de l'espace public, mais il ne saurait remplacer un travail de fond sur la prévention des risques. Surveillance accrue autour des écoles, renforcement de la protection des enfants dans les transports, formation des parents et des éducateurs sont autant de volets complémentaires à consolider. En somme, ce plan d'alerte constitue une arme de dernier recours, un filet d'urgence activé quand tout le reste a échoué. Son efficacité tiendra à sa complémentarité avec une politique globale de protection de l'enfance, fondée sur l'anticipation, la proximité et l'éducation. Avec le Plan Alerte Enlèvement, la Côte d'Ivoire envoie un signal fort : la sécurité des enfants est désormais une priorité nationale. Ce dispositif innovant place chaque citoyen au cœur du dispositif de protection, dans un élan collectif contre l'horreur des enlèvements. Reste maintenant à transformer cette mobilisation en réflexe durable et partagé, pour que plus aucun enfant ne disparaisse dans le silence.

Remerciements spéciaux  
aux Structures  
suivantes,



ASSOCIATION DES FEMMES JURISTES  
DE CÔTE D'IVOIRE





## BON A SAVOIR

### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Un régime de retraite complémentaire par capitalisation est un mécanisme par lequel l'adhérent effectue des cotisations afin de s'assurer un montant de pension de retraite (pension de base + pension complémentaire) qui se rapproche au mieux du revenu qu'il percevait durant son activité. Ainsi, il est désormais le seul maître de la qualité de sa retraite. Dans ce régime, l'adhérent accumule progressivement un stock de capital qui servira à améliorer sa pension de retraite. Le niveau de ce capital dépend de son effort de contribution. Le produit de retraite par capitalisation des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire, dénommé « La Complémentaire », vient compléter le régime actuel de retraite. C'est la coexistence des deux régimes qui assure désormais à l'adhérent un niveau de vie plus confortable à la retraite. La Complémentaire a pour finalité le versement d'une pension viagère supplémentaire, suivant le principe de la capitalisation. Des objectifs mesurés pour améliorer le plan de retraite de nos assurés

-Maximiser la pension de retraite de l'adhérent en fonction de son effort de contribution

-Maintenir un niveau de vie proche de celui que l'adhérent avait lorsqu'il était en activité

-Jouer un rôle actif sur la qualité de la future retraite de l'adhérent

Qui sont les cibles ?

Ce régime est destiné aux fonctionnaires et agents de l'État en activité.

## Inauguration de la maison des femmes d'Adiaké - Safe Home Adiaké, bastion de résilience contre les violences de l'ombre

TIA GONSSE



Un bâtiment aux murs clairs et à l'architecture sobre, mais porteur d'une mission immense : protéger, soigner, reconstruire. La « Maison des Femmes - Safe Home » d'Adiaké, inaugurée par la Première Dame Dominique Ouattara, incarne désormais l'un des piliers les plus concrets de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) en Côte d'Ivoire.

À travers cette infrastructure sociale innovante, la présidente de la Fondation Children of Africa traduit en action un engagement de longue date en faveur des femmes vulnérables. « Ce lieu n'est pas qu'un refuge. Il est aussi un tremplin vers un avenir meilleur », a-t-elle affirmé lors de la cérémonie d'inauguration. Une phrase qui résume bien l'ambition du projet : transformer la douleur en espoir, la fragilité en force. En Côte d'Ivoire, les violences faites aux femmes – qu'elles soient physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques – demeurent une réalité alarmante mais souvent tue. L'ONU Femmes estime que plus de 60 % des femmes ivoiriennes ont subi au moins une forme de violence au cours de leur vie, souvent dans l'impunité et le silence. Face à cette situation, la Maison des Femmes d'Adiaké apparaît comme un havre de sécurité. Elle offre un accompagnement multidimensionnel : hébergement d'urgence, prise en charge médicale et psycholo-

gique, assistance juridique, mais aussi programme de réinsertion socio-économique. Ce n'est donc pas un simple centre d'accueil, mais un véritable écosystème de reconstruction personnelle et d'empowerment féminin.

Si l'initiative est portée par une fondation privée, elle s'inscrit en parfaite synergie avec les efforts du gouvernement ivoirien pour institutionnaliser la lutte contre les VBG. La « Safe Home » d'Adiaké vient ainsi compléter cette architecture de protection, en apportant les moyens humains et matériels. Si l'inauguration de cette Maison suscite l'espoir, elle pose aussi une question essentielle : combien de femmes peuvent réellement y accéder ? Située à Adiaké, la structure couvre une zone géographique restreinte. La multiplication de ces refuges dans d'autres régions du pays, en particulier les zones rurales ou à conflits récurrents, reste un impératif. La réponse institutionnelle à la problématique des VBG ne saurait reposer uniquement sur l'engagement d'acteurs privés. L'État devra garantir un maillage national, en s'appuyant sur des partenariats solides avec la société civile, les collectivités locales et les bailleurs internationaux. Au-delà des murs, ce que symbolise la Maison des Femmes – c'est une rupture avec l'isolement, une brèche dans le silence. Elle offre aux survivantes un espace où elles peuvent se reconstruire sans être jugées, sans être abandonnées. En cela, c'est un acte politique autant qu'un geste humanitaire. L'engagement de Dominique Ouattara, régulièrement salué par les instances internationales, prend ici une forme très concrète. Mais le vrai succès de cette initiative se mesurera à l'aune de son accessibilité, de sa durabilité et de son impact réel sur les trajectoires des femmes qui y passeront. La Maison des Femmes d'Adiaké n'est pas seulement une construction de briques et de béton : elle est le symbole d'un refus de l'indifférence, d'une société qui commence à regarder en face l'un de ses fléaux les plus profondément enracinés. Elle doit aujourd'hui inspirer une politique de réplication à l'échelle nationale, pour que partout en Côte d'Ivoire, aucune femme victime de violence ne soit contrainte de survivre dans le silence ou la honte.

## Campagne nationale de vaccination contre le cancer du col de l'utérus

### Abobo donne le ton à une campagne historique

Christian KONAN



C'est un tournant décisif dans la lutte contre l'un des cancers les plus meurtriers chez les femmes en Côte d'Ivoire. La commune populaire d'Abobo a accueilli le lancement d'une vaste campagne nationale de vaccination contre le cancer du col de l'utérus, ciblant exceptionnellement les jeunes filles âgées de 9 à 18 ans. Cette initiative inédite par son approche multi-âge vise à immuniser plus de 3 millions de jeunes filles en seulement six jours, marquant ainsi un jalon historique dans la stratégie de prévention du virus du papillomavirus humain (HPV), responsable de plus de 95 % des cas de cancer du col de l'utérus. La cérémonie officielle, haute en symbole, s'est tenue à la mairie d'Abobo en présence du ministre de la Santé, Pierre Dimba, et de Kandia Camara, présidente du Sénat et maire de la commune. « Cette campagne est une réponse concrète à un fléau silencieux. Le cancer du col de l'utérus tue encore trop de femmes en Côte d'Ivoire, alors qu'il est évitable », a déclaré Pierre Dimba devant

une foule nombreuse et attentive. En effet, le pays enregistre près de 2 000 décès par an liés à cette maladie, selon les données du ministère de la Santé. La stratégie adoptée rompt avec les campagnes classiques. Habituellement réservée aux jeunes filles de 9 à 14 ans, la vaccination contre le HPV s'étend ici jusqu'à 18 ans, une première dans le pays. Cette méthode permet de rattraper les cohortes non vaccinées des années précédentes et d'assurer une couverture plus large dans un laps de temps réduit. C'est aussi une manière de réduire les inégalités d'accès à la santé préventive, notamment dans les zones urbaines denses comme Abobo, où les obstacles logistiques et culturels freinent souvent les campagnes sanitaires. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a salué les ambitions ivoiriennes, qui s'inscrivent dans son programme global visant à éliminer ce type de cancer d'ici 2030 grâce à une triple approche : vaccination, dépistage et traitement précoce. Des milliers de jeunes filles ont déjà reçu leur première dose dans les écoles, les centres de santé et lors de campagnes mobiles. En vaccinant massivement les adolescentes, la Côte d'Ivoire fait le pari de sauver des milliers de vies à long terme. La campagne lancée à Abobo est bien plus qu'un événement sanitaire : c'est un engagement collectif pour la dignité, la santé et l'avenir des jeunes filles ivoiriennes. Elle montre qu'avec de la volonté politique, de la mobilisation communautaire et une stratégie scientifique bien pensée, il est possible de transformer le visage de la santé publique en Afrique.



## Retraite en Côte d'Ivoire

Real: Christian KONAN  
Coll: Emmanuel DJIKALOU

## BON A SAVOIR

### COMPENDIUM DES COMPETENCES DES SENIORS

Lancé le 21 juillet 2021, par Me Adama KAMARA, Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, le Compendium des Compétences des Seniors de Côte d'Ivoire (COCOS-CI), a été créé pour la valorisation des compétences des seniors. Le Compendium a été mis en place pour rendre visible les compétences des seniors vivant en Côte d'Ivoire et ceux de la diaspora, afin de réhausser leur participation à la vie socio-économique.

**Principaux Objectifs**  
La mise en place d'une base de données interactive des compétences seniors de Côte d'Ivoire et de la Diaspora ; Renforcer la visibilité, la participation et le leadership des seniors dans la gestion des affaires publiques et privées à tous les niveaux ; Fournir des informations utiles et en temps opportun pour la prise de décisions concernant le recrutement, la nomination ou la représentation des compétences seniors ; Favoriser la mise en place d'un réseau solidaire dynamique entre les seniors membres du Compendium.

**Cibles Principales**  
• Seniors professionnels et retraités (secteurs public et privé) vivant en Côte d'Ivoire  
• Seniors professionnels et retraités (secteurs public et privé) de la Diaspora  
• Employeurs  
• Partenaires Techniques et Financiers

Pour s'inscrire en ligne, une connexion internet est requise, et pour ceux qui ne maîtrisent pas l'outil informatique, des formulaires physiques leur sont distribués.

**Pour joindre la  
Rédaction, prière  
appelez au:**  
27 22 28 76 01  
01 53 69 26 17

# La FARECI, Le Porte-voix des mémoires vivantes que la République semble oublier



Konan Kouassi Denis, président de la FARECI

**Nouveau visage de la lutte pour les droits des fonctionnaires à la retraite, Konan Kouassi Denis, fraîchement élu président de la Fédération des Associations des Fonctionnaires et Agents de l'État à la Retraite de Côte d'Ivoire (FARECI), ne mâche pas ses mots : « Les retraités sont les oubliés de la République. » Pour cet ancien conseiller régional de l'extra-scolaire, le constat est amer : des hommes et des femmes ayant servi l'État toute leur vie vivent aujourd'hui dans la précarité, le silence et l'oubli.**

« Nous existons encore ! Certains d'entre nous sont à la retraite depuis 20 ans, mais sont toujours valides et pleins de ressources », insiste-t-il.

Formé à l'École Normale d'Instituteurs de Bouaké, Konan Kouassi Denis a exercé plusieurs fonctions dans l'éducation et l'encadrement extrascolaire avant de prendre sa retraite. C'est à ce moment qu'il découvre l'ampleur des injustices auxquelles sont confrontés les retraités ivoiriens. « En prenant ma retraite, j'ai constaté que de nombreux droits n'étaient pas respectés. J'ai donc créé le COFRETAS en 2008 pour porter ces injustices devant les autorités », explique-t-il. Ce combat l'a mené à la FARECI, qu'il dirige depuis avril 2025. La FARECI, fondée en 2009, regroupe aujourd'hui 14 associations de retraités, représentant l'ensemble des corps de l'administration publique : enseignants, policiers, militaires, diplomates, etc. Elle se veut une force de plaidoyer, et non un syndicat. « Nous faisons du plaidoyer, parfois des revendications, mais sans moyens de pression comme la grève. C'est un travail de diplomatie et de persévérance », souligne M. Konan.

Parmi ses priorités : revalorisation des pensions, exonération fiscale, création d'un hôpital gériatrique, représentation dans les instances nationales et instauration d'un 13e mois entier pour les retraités. « Nous voulons une retraite digne et active. Une retraite qui ne rime pas avec exclusion, mais avec reconnaissance et engagement. » L'un des résultats notables de cette mobilisation a été l'extension de la prime spéciale – initialement réservée

aux fonctionnaires en activité – aux retraités, en septembre 2024. « C'est une grande victoire. Mais nous plaçons aujourd'hui pour que cette prime devienne un 13e mois complet », martèle-t-il. Sur le plan sanitaire, la FARECI salue les efforts de la MUGEFCI, notamment la hausse du remboursement des médicaments à 80 %. Mais les besoins restent énormes, surtout en ce qui concerne les maladies chroniques comme l'hypertension, le diabète ou l'arthrose.

« Trop souvent, les retraités attendent que leur état empire avant de consulter. Il faut changer cette mentalité. » Autre point sensible : le logement. « Beaucoup n'ont pas pu se construire un toit à cause du gel des avancements depuis 1988. Notre génération a été sacrifiée. »

La FARECI envisage donc des projets générateurs de revenus – comme une station de lavage auto dès 2026 – pour financer la construction de son siège et, à plus long terme, lancer des projets immobiliers destinés aux anciens fonctionnaires. Malgré les décennies de service public, la reconnaissance institutionnelle est quasi inexistante. « Nous demandons à être décorés comme preuve de reconnaissance pour les services rendus. Aujourd'hui, nous avons le sentiment d'être oubliés. » Le président de la FARECI promet d'adresser une requête officielle à la Grande Chancellerie pour que les retraités soient inclus dans les programmes de décorations honorifiques. Alors que la FARECI renforce ses partenariats avec l'IPS-CGRAE, le ministère de l'Emploi et même des acteurs internationaux, son président lance un appel pressant à l'État :

« Quand vous recevez une demande d'audience de la FARECI, ouvrez-nous vos portes. Ce n'est que dans le dialogue que nous trouverons des solutions. »

Et de conclure sur un message fort à la jeunesse fonctionnaire : « Préparez votre retraite. N'attendez pas la fin de votre carrière pour penser à cela. Investissez, organisez votre futur. » En somme, le combat de Konan Kouassi Denis est celui de la mémoire, de la justice et de la dignité. Il rappelle que derrière chaque pension versée, il y a une vie de service, de sacrifices, d'engagement. Et que les retraités, loin d'être des poids pour la société, peuvent encore être des ressources précieuses à condition qu'on leur tende la main.

**Couloir Humanitaire**  
Santé, Actions Humanitaires et Oeuvres Sociales

**PROGRAMME DE PROMOTION  
DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE ET DES ACTIONS SOCIALES**

**Objectifs**  
Notre objectif se décline comme suit :

- Offrir un espace de collecte et de partage d'informations sur les actions et les œuvres humanitaires ;
- Analyser les décisions et réformes relatives au monde de l'humain ;
- Communiquer les résultats relatifs aux différentes actions menées sur le terrain ;
- Ouvrir un espace de dialogue entre les différents acteurs du domaine de l'humain ;
- Structurer un débat critique, constructif et faire des propositions sur différentes alternatives de développement du secteur de l'humain ;
- Initier des activités pour la promotion des actions humanitaires à travers les médias (affichage, presse, radio, télévision, internet...) ;
- Initier des activités de sensibilisation et d'information des populations par le moyen des supports hors média (événementiel, salons, sponsoring, média sociaux...) ;
- Organiser des activités de plaidoyer aux bénéficiaires des actions humanitaires et de la mise en œuvre des actions humanitaires et de façon particulière les populations vulnérables.

L'objectif de l'aide humanitaire est d'assurer une assistance et une protection aux personnes vulnérables, et de répondre aux besoins des populations en danger tout en prévenant les conséquences dramatiques et en intervenant avant que l'état de santé des victimes ne se dégrade.

Cet engagement suggère que l'information soit disponible et correctement diffusée.

**Profils et services**

- Emissions radio et télé
- Spots radio et télé
- Publi-reportage radio et télé
- Magazine spécialisé
- Newletter
- Couverture événementiel
- Diner Gala
- Films institutionnels
- Création et gestion de supports digitaux
- Appui et conseil en communication
- Co-organisation d'événements

**Cibles**  
Notre programme COULOIR HUMANTAIRE a pour cœur de cible, l'ensemble des acteurs œuvrant dans le domaine humanitaire et des œuvres sociales notamment :

- Les Institutions internationales et étatiques.
- Les ONG.
- Le Grand public

## BON A SAVOIR

### LE VOLONTARIAT EN CÔTE D'IVOIRE : UN ENGAGEMENT AUX MULTIPLES FORMES

La Côte d'Ivoire offre un large éventail d'opportunités pour celles et ceux qui souhaitent s'engager dans des actions volontaires. Du développement local aux projets humanitaires, en passant par des missions internationales, de nombreuses initiatives sont portées par des associations locales, des organismes internationaux et des structures gouvernementales.

#### Les différents types de volontariat en Côte d'Ivoire

##### Volontariat national

Le Service Civique National permet aux jeunes Ivoiriens de s'impliquer dans des missions d'intérêt général. Pour y participer, il faut être de nationalité ivoirienne, avoir entre 16 et 40 ans, être de bonne moralité et jouir de ses droits civiques.

##### Volontariat international

Le Volontariat International en Entreprise (V.I.E) et le Volontariat International en Administration (V.I.A) permettent à de jeunes Français d'effectuer une mission professionnelle à l'étranger, dans une entreprise ou une administration. Ces missions durent entre 6 et 24 mois et offrent un statut protégé.

##### Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)

Les VSI sont envoyés en mission en Côte d'Ivoire par des associations agréées par l'État français, dans un cadre encadré et structuré.

##### Volontariat auprès des Nations Unies (VNU)

Les VNU sont des volontaires internationaux affectés à des missions relevant du système des Nations Unies, souvent dans des contextes humanitaires ou de développement.

##### Volontariat dans les ONG

De nombreuses ONG locales et internationales actives en Côte d'Ivoire proposent des missions de volontariat dans divers secteurs (santé, éducation, environnement, etc.).

##### Bénévolat local

Il est également possible de s'engager de manière bénévole, sans statut contractuel, au sein d'associations ou d'initiatives communautaires locales.

## Arrêt maladie

NDEBA TOSSETA

# Quand la loi protège... mais sous conditions strictes



Justifier une absence par un certificat médical ne suffit pas toujours à éviter les sanctions. En cas de non-respect des délais d'information, le licenciement peut devenir légal. Dans le monde du travail, tomber malade est une éventualité normale. Mais encore faut-il que cette absence ne se transforme pas en piège juridique. Le Code du travail prévoit qu'un arrêt maladie, dûment justifié par un certificat médical délivré par un médecin agréé, ne doit en aucun cas entraîner de retenue sur salaire ni de sanction. Pourtant,

dans les faits, la réalité est souvent plus complexe. De nombreux salariés constatent à leur retour qu'une partie de leur salaire a été amputée, parfois de 5 000 à 20 000 francs CFA, alors même que leur absence était justifiée. Bien que cela soit illégal, les montants en jeu paraissent trop faibles pour justifier une action en justice. Résultat : la pratique perdure, alimentant un sentiment d'injustice et de résignation. Mais le problème peut être plus grave encore. Si l'absence se prolonge sans respect des délais légaux de notification, elle peut déboucher sur un licenciement difficile à contester. C'est ce qu'a vécu une employée de restaurant, renvoyée après sept jours d'absence. Bien qu'elle ait présenté un certificat médical à son retour, elle n'avait pas prévenu son employeur dans les 48 heures, ni transmis le justificatif dans les 72 heures, comme l'exige le décret n°96-198 du 7 mars 1996. Le tribunal du travail a donné raison à l'employeur, estimant la procédure de licenciement conforme à la loi. Ce cas souligne une vérité peu connue : la loi protège les salariés malades, mais impose un cadre strict. Toute absence pour raison de santé doit être rapidement signalée à l'employeur, au risque de perdre ses droits. Un rappel essentiel, à l'heure où le moindre manquement administratif peut avoir de lourdes conséquences professionnelles.

## les journées Mondiales

# Mémoires et combats d'hier à aujourd'hui



Depuis près d'un siècle, les journées mondiales se sont imposées comme des moments clés du calendrier international. Ces dates, portées par des organisations comme l'ONU, l'OMS ou l'UNESCO, servent de tremplin pour attirer l'attention du monde sur des enjeux cruciaux : santé, droits humains, environnement, paix, culture... Derrière ces commémorations, se cache une volonté de susciter une prise de conscience collective et de mobiliser les gouvernements et les citoyens. L'histoire remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Nations unies ont été créées en 1945 avec pour mission de prévenir les conflits et de promouvoir la dignité humaine. Dès les années 1950, l'idée d'instituer des journées dédiées à des causes précises émerge. L'UNESCO a notamment institué la Journée mondiale des enseignants dès 1966, et l'OMS initie la Journée mondiale de la santé en 1950.

**Les journées mondiales de juillet à Août :  
entre mémoire, plaidoyer et sensibilisation**

**Juillet : Le mois des libertés et des  
urgences sanitaires**

**11 juillet : Journée mondiale de la population**

*Couloir Humanitaire N° 65 Juin Août 2025*

Créée en 1989 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), elle attire l'attention sur les questions de croissance démographique, de santé reproductive et d'accès à l'éducation.

#### 28 juillet : Journée mondiale contre l'hépatite

Cette date marque l'anniversaire de la naissance du Dr Baruch Blumberg, découvreur du virus de l'hépatite B. Une journée consacrée à la sensibilisation sur une maladie qui tue chaque année plus d'un million de personnes dans le monde.

#### Août : Mémoire, jeunesse et solidarité

#### 9 août : Journée internationale des peuples autochtones

Instituée en 1994, elle rappelle l'importance de préserver les cultures autochtones souvent menacées par la mondialisation et les politiques d'assimilation.

**12 août : Journée internationale de la jeunesse** L'ONU consacre cette journée aux défis des jeunes : emploi, participation citoyenne, santé mentale...

#### 19 août : Journée mondiale de l'aide humanitaire

En mémoire des travailleurs humanitaires tués lors de l'attentat de Bagdad en 2003. Elle rend hommage à ceux qui s'engagent dans les crises humanitaires mondiales.

#### 23 août : Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition

Célébrée depuis 1998, elle fait écho aux révoltes d'esclaves à Saint-Domingue en 1791, soulignant la nécessité de ne pas oublier les blessures de l'histoire.



Saison des pluies en Côte d'Ivoire

TIA GONSSE

## Un terrain fertile pour les maladies hydriques et infectieuses



Chaque année, la saison des pluies en Côte d'Ivoire rime avec une recrudescence des maladies. Entre stagnation des eaux, insalubrité, moustiques et bactéries, les populations sont exposées à une palette de pathologies aux conséquences parfois dramatiques. À l'arrivée des premières pluies, les risques sanitaires explosent dans plusieurs régions de la Côte d'Ivoire. En 2023, le ministère de la Santé a recensé plus de 12 500 cas de paludisme grave durant la période de mai à août, soit une hausse de 18 % par rapport à la même

période l'année précédente. Les enfants de moins de cinq ans représentent 60 % de ces cas. Le paludisme reste la maladie la plus redoutée pendant la saison pluvieuse. L'eau stagnante devient un véritable nid de reproduction pour les moustiques vecteurs. Selon le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), plus de 6,3 millions de cas de paludisme ont été enregistrés en 2023 en Côte d'Ivoire, avec un pic notable entre juin et septembre. Autre menace silencieuse : les maladies d'origine hydrique. Le choléra, bien que sporadique, connaît des résurgences inquiétantes. En 2022, une épidémie a touché 479 personnes dans les districts sanitaires de Grand-Bassam et d'Adiaké. Les gastro-entérites, les infections à rotavirus et la typhoïde augmentent également pendant cette période, notamment dans les zones à faible accès à l'eau potable et à l'assainissement. La forte humidité ambiante favorise aussi les infections respiratoires aiguës (IRA). Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Treichville rapporte une augmentation de 25 % des consultations pour IRA pendant les mois pluvieux. Les dermatoses liées à la macération de la peau, comme les mycoses ou les impétigos, sont également fréquentes, en particulier chez les enfants. Face à l'augmentation des cas, les centres de santé sont souvent sous tension. Le manque de personnel, de médicaments et d'équipements complique la prise en charge rapide et efficace des patients. Dans certaines zones rurales, la coupure des routes par les eaux rend même l'accès aux soins pratiquement impossible. Pour limiter les dégâts, les autorités sanitaires misent sur des campagnes de pulvérisation, la distribution de moustiquaires imprégnées, la chloration des puits, et la sensibilisation communautaire. Mais les moyens restent limités face à l'ampleur des défis. La saison des pluies, si elle est essentielle pour l'agriculture, reste une période critique pour la santé publique en Côte d'Ivoire. La prévention, l'hygiène, et le renforcement du système de santé demeurent les meilleures armes pour contenir l'impact des maladies saisonnières.

## BON A SAVOIR

### LE PROGRAMME NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME (PNLP)

Le Programme National de Lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire a pour but de contribuer de manière significative à l'amélioration du bien-être de la population en réduisant le fardeau du paludisme d'ici 2025.

Pour y parvenir il s'est fixé des objectifs en lien avec les objectifs de la stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030,

- Réduire d'ici 2025 les taux de mortalité par paludisme d'au moins 75% par rapport à 2015
- Réduire d'ici 2025 l'incidence des cas de paludisme d'au moins 75% par rapport à 2015
- Renforcer et maintenir d'ici 2025 les capacités de gestion, de coordination et de partenariat du programme pour atteindre les performances à tous les niveaux.

- Collaboration avec d'autres programmes  
Sous la coordination de la DSCMP, le PNLP travaille avec tous les autres programmes impliqués dans la protection de la santé mère et de l'enfant dans le cadre de la stratégie accélérée de la survie et du développement de l'enfant.

Il s'agit du PEV, PNPEC, PNSR/PF, PNN, PNSSU, PNSI/SE. A titre d'exemple, le PNLP en collaboration avec le PNSI/SE met en œuvre les activités de PECA-DOM. Cette collaboration a permis au PNLP d'identifier les sites pour le démarrage de la PECADOM, de finaliser les outils de collecte de la prise en charge communautaire.

## PROJET RELIC-SANTE

**DIARRHÉE**

**PALUDISME**

**INFECTION RESPIRATOIRE**

**CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Le projet Réduction de l'impact du changement climatique sur la santé (RELIC - Santé) sera mis en œuvre dans 30 localités de Côte d'Ivoire durant trois (03) ans. Ce projet dans sa phase opérationnelle s'appuiera essentiellement sur les organisations à base communautaire (OBC) et intégrera toutes autres structures au niveau local.



## BON A SAVOIR

### DIAGNOSTIC DU CANCER EN COTE D'IVOIRE

Dans le diagnostic clinique du cancer en Côte d'Ivoire, certaines investigations sont réalisées par les établissements sanitaires publics et privés de la Côte d'Ivoire. Ces structures orientent les patients vers les 03 principaux secteurs de l'oncologie (oncologie pédiatrique, oncologie hématologie et cancérologie) pour une meilleure prise en charge. Les centres de diagnostic et de prise en charge publics sont :

- Service de Cancérologie, CHU Treichville
- Service d'onco hématologie, CHU Yopougon
- Centre d'oncologie médicale et de radiothérapie Alassane Ouattara
- Service d'oncologie pédiatrique, CHU Treichville
- L'hôpital Mère-enfant de Bingerville
- Unité de sénologie, CHU Yopougon

Au niveau du diagnostic paraclinique

La Côte d'Ivoire est dotée d'un plateau technique d'imagerie médicale composé de : de la radiologie standard (459) d'imagerie par résonance magnétique (14) d'échographie, de mammographie, de scanners multibandes (08), de fibroscopie et de coloscopie (53). Cependant, on note une concentration de ce plateau technique à Abidjan.

### LES CANCERS LES PLUS RÉPANDUS EN CÔTE D'IVOIRE

Le cancer du sein :  
Le cancer de la prostate :  
Le cancer du col de l'utérus :  
Le cancer du foie  
Les cancers colorectaux  
Les lymphomes non hodgki-  
niens chez l'adulte

## Le RMDEC à la rencontre des ONG : une synergie au service de l'humanitaire

Dans le cadre de son initiative « Sur la piste des humanitaires », le Réseau Médias pour le Développement, l'Environnement et la Culture (RMDEC) a entrepris une série de visites auprès de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans les domaines de la santé, de l'action sociale et de l'humanitaire. À travers cette campagne de proximité, le RMDEC a présenté son offre de services axée sur la valorisation des actions humanitaires, ainsi que son magazine Couloir Humanitaire, véritable tribune dédiée aux enjeux de solidarité, de développement et de santé publique. L'objectif est clair : créer des passerelles durables entre les médias et les acteurs de terrain, tout en renforçant la visibilité des initiatives portées par les ONG. En mettant en lumière les efforts de ces structures souvent discrètes mais essentielles, le RMDEC entend contribuer à une meilleure reconnaissance de leurs actions auprès du grand public, des bailleurs et des décideurs. Grâce à Couloir Humanitaire, ces organisations disposent désormais d'un espace de communication stratégique pour atteindre leurs cibles, partager leurs réussites et plaider efficacement leurs causes. Cette démarche s'inscrit dans une volonté plus large de promouvoir une information engagée, proche des réalités du terrain, et capable d'accompagner les dynamiques locales de changement.



Real: Christian KKONAN  
Coll: Angèle K. - GOLY DORIANE  
Emmanuel DJIKALOU



**RMDEC en visite de travail à RIP PLUS**  
le 05 Mars 2025



**Le RMDEC visite ENDA SANTÉ**  
Le mardi 11 mars 2025



**Le RMDEC chez la FENOSCI**  
Le jeudi 10 Avril 2025



**RMDEC au siège de l'Association des Femmes  
Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)**  
le 09 Avril 2025



**Le RMDEC reçu la par la Plateforme des Réseaux et Faîtières de lutte contre le VIH et les autres Pandémies. Le mercredi 28 Mai 2025.**  
Le mercredi 28 Mai 2025,



**Le RMDEC était dans les locaux de l'ONG  
Génération Femme du 3<sup>e</sup> Millénaire (GFM3),**  
Le 24 Avril 2025



## Santé communautaire / Lutte contre les maladies respiratoires

# COLTMR : Une coalition au cœur de la lutte contre les maladies respiratoires en Côte d'Ivoire



Alors que la tuberculose continue de sévir en silence, particulièrement dans les milieux les plus défavorisés, une organisation émerge comme un acteur incontournable du combat contre cette maladie : la Coalition des Organisations de Lutte contre la Tuberculose et les Maladies Respiratoires (COLTMR). Depuis sa création, cette coalition multiplie les actions de terrain, bâtissant une riposte communautaire structurée là où l'État peine parfois à atteindre.

L'une des grandes forces de la COLTMR réside dans sa capacité à mobiliser la société civile à travers un vaste réseau d'organisations membres réparties sur tout le territoire national. Ce maillage associatif lui permet d'être à la fois présente au plus près des populations et agile dans son approche. Des campagnes de sensibilisation dans les marchés, écoles, quartiers précaires, aux séances de dépistage gratuit, la coalition se positionne comme un relais indispensable entre le système de santé formel et les communautés vulnérables.

Dans des villes comme Dimbokro, Bouaké, Abobo ou San Pedro, la COLTMR a su mettre en œuvre une approche de proximité, centrée sur l'écoute, la pédagogie et la lutte contre la stigmatisation. Une stratégie qui porte ses fruits : plusieurs cas de tuberculose latente ou active ont pu être détectés précocement et pris en charge.

Au-delà du terrain, la COLTMR s'illustre également par un

travail de plaidoyer de fond, mené auprès des autorités sanitaires, des bailleurs de fonds et des partenaires techniques. Elle milite pour un renforcement de l'intégration communautaire dans la réponse nationale, la gratuité effective des traitements, et un meilleur appui aux malades souvent confrontés à l'isolement social ou à l'insécurité alimentaire.

Ce plaidoyer est d'autant plus crucial que la tuberculose est une maladie de la pauvreté. Elle touche d'abord ceux qui vivent dans des conditions précaires, dans des logements surpeuplés, sans accès régulier aux soins. La COLTMR rappelle régulièrement que vaincre la tuberculose nécessite de s'attaquer aux inégalités sociales de santé, et pas seulement de distribuer des médicaments. Malgré ces efforts, la coalition est confrontée à des défis structurels : manque de financement pérenne, insuffisance de matériel médical, et parfois faible coordination intersectorielle. Si les partenaires techniques (comme le PNLT ou le Fonds mondial) soutiennent certaines de ses activités, beaucoup de ses actions reposent encore sur l'engagement militant de ses membres.

L'un des enjeux majeurs demeure l'inscription de la lutte contre les maladies respiratoires dans une logique de santé publique globale, intégrant l'environnement, le logement, la nutrition et même le monde du travail. La pollution, le tabagisme passif ou les conditions de détention sont autant de facteurs aggravants que la coalition appelle à mieux prendre en compte.

À travers ses interventions, la COLTMR pose les bases d'un modèle de santé communautaire résilient et participatif, fondé sur la solidarité, la prévention et l'éducation. Ce modèle, s'il était pleinement soutenu, pourrait contribuer à renforcer le système sanitaire ivoirien face à d'autres épidémies à venir.

Dans un contexte où les maladies respiratoires prennent une place croissante dans les priorités sanitaires, notamment avec la montée de l'asthme, de la BPCO ou des effets post-COVID, le rôle de la COLTMR dépasse désormais la seule tuberculose. Elle incarne une vision plus large de la santé publique, inclusive et ancrée dans les réalités locales

## BON A SAVOIR

### PLAN NATIONAL MULTISectoriel DE NUTRITION : UN PARI SUR L'AVENIR IVOIRIEN REMPORTÉ À 187 MILLIARDS FCFA

À l'occasion de la table ronde sur le financement du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN 2024-2027), l'État ivoirien a réaffirmé son ambition : faire de la nutrition un levier stratégique de développement. Avec un coût total estimé à 204,658 milliards de FCFA, le PNMN vise à répondre à un défi majeur de santé publique, la malnutrition, qui continue de freiner le développement humain et économique du pays. Sur cette somme, 31 milliards FCFA sont pris en charge par l'État ivoirien. Restait alors 173,959 milliards FCFA à mobiliser. Les partenaires au développement ont répondu présent, en promettant 187,5 milliards FCFA, soit plus que le montant es-péré. Cette levée de fonds réussie représente donc bien plus qu'un simple succès diplomatique : elle marque le point de départ d'un virage stratégique dans la politique de développement social du pays. Parier sur la nutrition, c'est investir dans les cerveaux, les forces de travail et les générations futures. C'est aussi poser les bases d'une croissance plus inclusive et plus équitable. En obtenant cet engagement massif des partenaires, la Côte d'Ivoire transforme une urgence sanitaire en opportunité de transformation sociale. Un pari ambitieux, désormais adossé à des ressources concrètes, pour faire de la nutrition un moteur du capital humain ivoirien.







*Plus de 100 Radios*

**POUR REUSSIR VOS CAMPAGNES  
DE SENSIBILISATION PARTOUT EN COTE D'IVOIRE....**



**IMPLANTATION DU RMDEC EN COTE D'IVOIRE**

**Cocody Riviera 2 résidence Naiké | 08 BP 3969 Abj 08 | Tél : 27224369 57 - 0142612016**

